

# **Le Chili : Quelques données de base**



# La situation géographique du Chili

Longueur : 4 290 km

Île de  
Pâques

Archipel  
Juan Fernandez

Antarctique



# Le Chili : Données de base (2005)

<b>Superficie</b>	<b>756 950 km<sup>2</sup></b>
<b>Longueur</b>	<b>4 290 Km</b>
<b>Population</b>	<b>15,7 millions d'habitants</b>
➤ <b>Population urbaine</b>	<b>85,6 %</b>
➤ <b>Taux de croissance annuel</b>	<b>1,2 %</b>
➤ <b>Taux d'alphabétisation</b>	<b>96,3 %</b>
<b>PIB</b>	<b>115 milliards de \$ US</b>
<b>Croissance du PIB (2005)</b>	<b>6,3 %</b>
<b>Croissance du PIB (prév. 2006)</b>	<b>4,2 %</b>
<b>Inflation (2005)</b>	<b>3,7 %</b>
<b>Taux de chômage (août 2006)</b>	<b>7,5 %</b>
<b>Excédent budgétaire en tant que % du PIB (2005)</b>	<b>4,6 %</b>
<b>Revenu par habitant</b>	
➤ <b>Au cours actuel</b>	<b>7 430 \$</b>
➤ <b>Selon la parité du pouvoir d'achat (PPA)</b>	<b>12 000 \$</b>

# Politique économique



# Stratégie de développement

## Réformes économiques :

- **Libéralisation des prix et des marchés**
- **Privatisation des entreprises publiques**
- **Consensus sur le rôle clé du secteur privé dans le processus de production**
- **Ouverture aux investissements étrangers**
- **Tarifs extérieurs réduits**

## Les politiques du gouvernement se sont axées sur :

- **le renforcement du rôle de réglementation de l'État en vue d'instituer un climat de concurrence loyale et de transparence**
- **le maintien de règlements stables, clairs et non discriminatoires**
- **la réduction de la pauvreté et la promotion des chances égales**
- **la préservation de la stabilité macroéconomique**

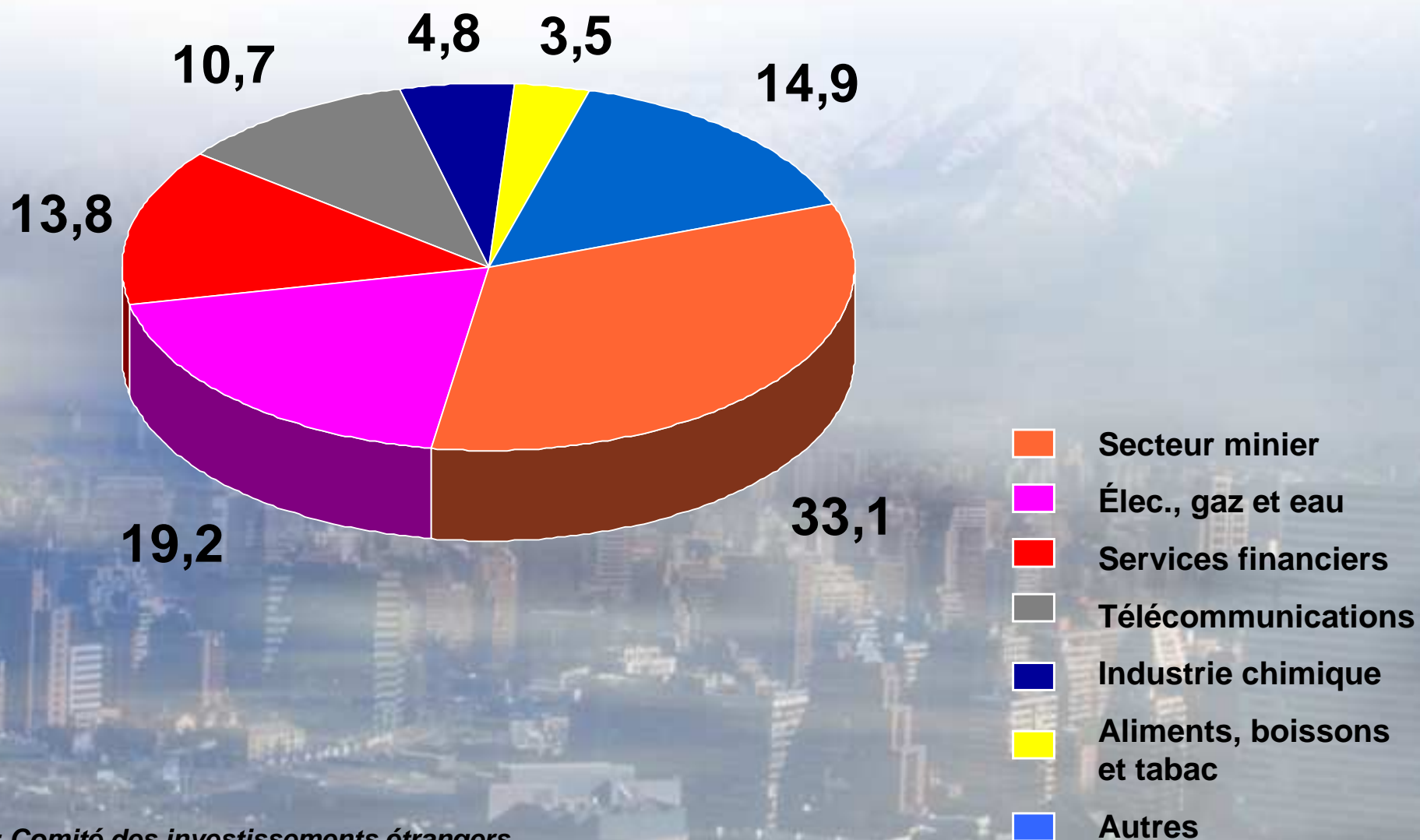
# Des politiques macroéconomiques équilibrées et uniformes

- **Politique monétaire dont le cadre est axé sur le ciblage de l'inflation que l'on cherche à maintenir entre 2 et 4 %. Définie par une Banque centrale indépendante.**
- **Taux de change flexible.**
- **Politique de l'État préconisant une discipline fiscale rigoureuse. Un excédent budgétaire structurel représentant 1 % du PIB est devenu la règle depuis 2000.**
- **Les politiques publiques visent à renforcer les capacités d'innover et d'entreprendre de nouvelles initiatives, particulièrement dans le secteur de la petite et moyenne entreprise.**

# Les investissements étrangers comme moteur de croissance

- **Le Chili accueille volontiers les investissements étrangers car ils sont un facteur important du modèle économique et servent d'appoint aux efforts nationaux en faveur de la croissance.**
- **Le Chili a besoin d'investissements étrangers pour accumuler des capitaux, poursuivre son expansion économique, créer des emplois et transférer les nouvelles technologies.**
- **La stabilité politique et économique assortie d'un régime d'investissement étranger libéral ont attiré un volume massif d'investissements étrangers directs (IED) au pays depuis 1990.**
- **Pour l'heure, le Chili a reçu 61 milliards de dollars américains sous forme d'IED. Environ 87 % de ce total ont commencé à être injectés au pays à compter de 1990, année où nous avons adopté un modèle de gouvernement démocratique.**

# IED au Chili par secteur économique (%)



Source : Comité des investissements étrangers

# IED au Chili par pays d'origine

(en millions de \$)

	1974-2005	Part (%)	2004-2005	Part (%)
É.-U.	16 050	26,5	195	2,8
Espagne	13 927	23	4 211	60,8
Canada	8 413	13,9	449	6,5
Royaume-Uni	5 507	9,1	361	5,2
Australie	2 779	4,6	658	9,5
Japon	1 787	3,0	65	0,9
Autres	12 127	20	983	14,2
Total	60 590	100	6 922	100

Source : Comité des investissements étrangers

# Gains canadiens : 1996 – 2006 (sept.)

(en USD non indexés)

Période	Revenu net	Intérêts	Total des gains (revenu + intérêts)
1996 – 2006 (sept.)	1 494,7	828,1	2 322,8
Période	Capital	Dépréciation/ amortissement	Revenu total (capital + amortissements)
1996 – 2006 (sept.)	222,8	2 513,9	2 736,7
Période			Total
<b>1996 – 2006 (sept.)</b>			<b>5 059,5</b>

Source : Comité des investissements étrangers

## Investissements canadiens à l'étranger s'étant matérialisés (par année et par secteur)

Secteur / Période	1991-1995	1996-2000	2001-2005	janv./sept. 2006	Total
Agriculture	1,7	7,3	0,0		9,0
Construction	0,0	3,5	0,0		3,5
Électricité, gaz, eau	3,9	515,0	4,3	1 122,6	1 645,8
Industrie	151,6	743,3	406,7		1 301,6
Secteur minier	1 938,1	2 282,6	1 248,4	61,5	5 530,6
Pêche et aquiculture	9,0	10,3	1,6		20,9
Services	59,5	353,1	29,7	0,4	442,7
Sylviculture	0,0	0,0	0,0		
Transports et communications	0,0	42,1	0,3	14,8	57,2
<b>Total</b>	<b>2 163,8</b>	<b>3 957,2</b>	<b>1 691,0</b>	<b>1 199,3</b>	<b>9 011,3</b>

Source : Comité des investissements étrangers